

## LE COMMUNISME ENFIN POSSIBLE ?<sup>1</sup>

**Ainsi l'affaire serait entendue. Les considérables bouleversements qui se produisent dans les pays dits «socialistes», ou «du socialisme réellement existant», ou de l'Est, n'offriront plus d'autre possibilité de choix, pour l'ensemble de nos sociétés, qu'entre le socialisme et les bananes.**

En fait, l'histoire aurait déjà tranché, en faveur des bananes. Ce que la sagesse populaire algérienne a bien saisi, peu après l'indépendance : «Le socialisme a gagné, il n'y a plus de bananes ! » Et se souvient-on, après tout, que c'est l'Algérie qui avait donné le *la* de la revendication démocratique, dès septembre 1988 ? Non seulement c'en serait fini du communisme et du marxisme, mais nous serions parvenus, selon ceux que l'on ne craint pas de qualifier de «néo-hegéliens»<sup>2</sup> à la «fin de l'histoire». Le capitalisme aurait gagné et, avec lui, le libéralisme, comme «forme ultime du gouvernement humain», et l'éthique protestante, chère à Weber, celle de la «santé du risque». La disparition des classes, à l'Ouest, assurerait même le triomphe de l'égalitarisme et de la société sans classes appelée par Marx. Ni le «retour du religieux», ni le renouveau des nationalismes ne sauraient représenter des concurrents sérieux, le premier parce que le libéralisme est précisément né de son échec, le second parce qu'il ne peut produire un programme politique de référence. C'est l'heure de la «période post-historique» qui ne connaîtra plus ni philosophie, ni art, ni idéologie. A quelques bavures près, «l'Etat homogène universel» est établi, ainsi que la «common marketisation of international relations»<sup>3</sup>. La *perestroïka* soviétique ne signifierait rien d'autre qu'une «transformation radicale du régime qui le rapproche des concepts occidentaux d'économie de marché et d'institutions démocratiques», en face de laquelle la tâche de l'Occident serait claire : soutenir «des activités qui favoriseraient une mutation économique dans le sens d'une économie de marché et d'institutions démocratiques», à l'exclusion bien entendu de tout autre<sup>4</sup>.

La véritable jubilation que suscitent ces thèses, et le consensus qu'elles nourrissent, à gauche comme à droite, paraissent, à n'en pas douter, en stricte conformité avec l'actualité. Car il est bien vrai qu'à l'Est, dans les masses aujourd'hui et dans les discours les plus officiels depuis quelques années, s'affirme la volonté de la démocratie, de l'Etat de droit, du marché et de la concurrence. Il est non moins vrai que ce n'est pas au nom du marxisme que se produisent les soulèvements auxquels nous assistons;

Meilleurs stimulants

Le problème cependant qui semble résolu a-t-il été seulement posé ? Et, d'abord, qu'est-ce qui s'effondre ? Assurément un système qui, dans son principe, devait assurer l'accroissement rapide des richesses, la fin des inégalités, le passage à une forme supérieure de gouvernement démocratique, au service et sous le

---

<sup>1</sup> REVUE M n° 36, mars-avril 1990

<sup>2</sup> Francis Fukuyama, «The end of history», *The national interest*, summer 1989; trad. française *Commentaire*, n° 47.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> V. Giscard d'Estaing, Y. Nakasone, H. Kissinger, «Les relations Est-Ouest», *Commentaire*, ouvr. cité.

contrôle des travailleurs, et à une culture qualitativement nouvelle ; mais, qui, en fait, a échoué économiquement et politiquement. Le dirigisme économique, l'encadrement des travailleurs ne l'ont pas emporté dans la compétition avec l'Ouest. Le défi khrouchtchévien des maïs a fait long feu. Il ne découvre qu'un appareil productif inadapté et largement obsolète. Le travailleur « libre » des sociétés capitalistes s'est révélé à la fois plus productif et plus satisfait de ses conditions d'existence que son homologue socialiste. L'intéressement salarial, les libertés syndicales et politiques ont été de meilleurs stimulants que le marxisme-léninisme et les plans autoritaires. Un développement tératologique a juxtaposé un secteur de pointe et des arriérations tiers-mondistes : les engins spatiaux ou les fusées sophistiquées et les pénuries en produits, notamment alimentaires, de première nécessité. L'émulation n'a concerné que les seules interfaces de l'affrontement direct avec l'Ouest. Les carcans bureaucratiques, la coercition et la corruption, sa jumelle, ont provoqué l'absence de tout dynamisme dans la production et la distribution de la part de travailleurs qui n'ont jamais eu conscience qu'ils étaient propriétaires de leurs instruments de travail et responsables de leur niveau de vie comme de leur environnement. Le système, dont Staline ne fut que l'éponyme, cet Etat «économico-corporatif», comme disait Gramsci, n'a même pas réussi à engendrer une communauté de citoyens égaux en droit, il n'a fait que perpétuer des hiérarchies d'assujettis, privés de libertés élémentaires. Le monopole du Parti, la fusion Parti-Etat, la confusion des pouvoirs et l'encadrement des consciences sont même restés en deçà des formes bourgeoises de la politique, dont ils ont reproduit et souvent durci les appareils de contrainte et d'inculcation, en opérant, au nom d'une instauration volontariste du nouveau, de véritables régressions vers des pratiques féodales de pouvoir et des types de comportement messianiques.

Qui pourrait néanmoins, avec quelque sérieux, imputer de tels phénomènes au marxisme ? Ou, selon la formule Hobsbawm, l'Inquisition au christianisme ? A supposer même que l'on accepte indistinction du marxisme et des politiques qui se sont réclamées de lui, force est bien de convenir de constant brutal : on attendait les soviets, l'auto-organisation des travailleurs, la planification démocratique, le dépérissement de l'Etat, la paix ; on a eu le renforcement étatique, la bureaucratie et le dirigisme, la guerre, y compris entre pays socialistes. La dictature du prolétariat, qui a tant fait couler d'encre et dont certains PC ont hypocritement délesté la nacelle, n'a jamais existé nulle part, assimilée, d'un côté, à la dictature du prolétariat, d'autre, sous la proclamation de «l'Etat du peuple entier». Peut-on ignorer que dictature, chez Marx, ne s'opposait nullement à démocratie, mais au pouvoir de classes minoritaires ? Faut-il répéter, après tant d'analystes peu suspects de sympathies révolutionnaires, que le marxisme, fût-il pensé en termes d'*application*, ne s'est pas produit où les conditions historiques le laissaient prévoir, dans des sociétés à haut développement des forces productives et à forte tradition démocratique, mais bien, même en Europe, dans les zones les plus sous-développées. Lénine, Trotski, Gramsci, et bien d'autres, le savaient et l'ont assez dit. A la charnière du siècle, A. Labriola mettait déjà d'autant plus en garde contre le danger d'une «idéologisation», ou d'une instrumentalisation du marxisme, qu'il s'agissait d'une pensée largement inachevée. Plus près de nous P. Ricœur qualifiait de paradoxe le fait que «le marxisme, après Marx, est l'exemplification la plus extraordinaire de son propre concept d'idéologie, en tant qu'expression maintenue du rapport au réel et l'occultation de ce rapport»<sup>5</sup>. Sauf à penser que ce «paradoxe» est lui-même passible d'une compréhension historique, qui ne saurait se limiter au

---

<sup>5</sup> «Science et idéologie», *Revue philosophique de Louvain*, mai 1974.

diagnostic de quelque «perversion», ni, moins encore, à l'action, fût-elle non négligeable, de tel ou tel individu.

Une analyse encore à faire.

On en prendra aisément la mesure, en posant une nouvelle question : comment s'effondre ce qui, sous nos yeux, s'effondre ? Il n'est pas d'autre réponse que celle-ci : les processus en cours dans les pays socialistes se développent selon des modalités inégales qui correspondent à la situation de chaque pays. La Pologne, où cinquante ans de communisme n'ont pas vaincu le sentiment religieux, n'est pas assimilable à la RDA, ni cette dernière à la Hongrie. Cette apparente lapalissade ne doit pas tromper. Elle propose et impose un programme considérable de recherches, qui ne saurait s'en tenir à l'histoire de ces pays depuis la Seconde Guerre mondiale, qui doit remonter bien au-delà, qui exige, de fait, que ces histoires soient constituées, car nous n'en disposons pas. Selon la juste remarque de R. Low, «l'analyse du monde de l'Est n'est pas encore l'objet d'une science détachée», comme il en va pour les sociétés capitalistes<sup>6</sup>. Il ne s'agit pas seulement de statistiques absentes ou truquées, mais d'études fiables portant à la fois sur les forces originelles de sous-développement, sur les traditions politiques et culturelles, le jeu des perceptions, de la part des groupes sociaux vis-à-vis des dispositifs du socialisme réel, des registres de sa crise et des inflexions provoquées dans les discours théoriques eux-mêmes (léninisme, maoïsme, etc.) par les conjonctures qui les ont portés. Ne manque-t-on pas en effet «cruellement d'une histoire sociale de l'URSS» ? Comment a été vécu le stalinisme par un ouvrier soviétique, un paysan bulgare ou un ingénieur vietnamien ? Pourquoi ces rôles prépondérants, ici de l'Eglise, là des intellectuels, ailleurs du nationalisme ? Est-il indifférent que les révolutions les plus pacifiques et les mieux contrôlées aient eu lieu précisément dans les nations les plus avancées, politiquement et économiquement, la RDA et la Tchécoslovaquie ? De tels écarts, au vrai le surgissement des spécificités, demeurent à penser, en ce qu'ils surviennent brusquement et ne serait-ce que pour risquer les scénarios concernant les évolutions prévisibles, internes aussi bien qu'externes. Les effets de surprise ne peuvent interdire quelques enseignements qui, quant à eux, ne prendront pas des marxistes au dépourvu : que chaque peuple qui réagit selon ses conditions propres ; que les masses font l'histoire ; que politique et économie ont partie liée ; que les superstructures ne sont pas autonomes ; ou que les luttes sociales se vivent et se conduisent dans les idéologies... L'enfoui, qui est l'ancien mais également l'acquis, travaille le présent dans le jeu de forces contradictoires. Ici, le PC disposait en son sein même de cadres de rechange, là, on ignore tout de la démocratie, ailleurs, les étudiants s'offrent comme force alternative...

Deux mythes identitaires et réciproques se trouvent mis à mal, ceux du stalinisme et du totalitarisme, dont on voit à quel point, malgré l'universalité bien réelle du premier et bien confortable du second, ils rataient les spécificités nationales et s'avèrent incapables de cerner l'inédit de l'actualité. Que l'on puisse parler de «révolution tranquille», pour la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie ou la Hongrie, à la différence précisément de la violence roumaine, ou que l'expression «effondrement de châteaux de cartes» revienne quotidiennement sous la plume des journalistes, s'agissant des PC de l'Est, ne voilà-t-il pas des objets dignes d'être pensés ? Est-ce si familier, sauf peut-être dans la Première République romaine, de voir des masses imposer aussi aisément leur volonté, des dictateurs prononcer aussitôt leur

---

<sup>6</sup> *L'Homme et la société*, 1988 2/3, n° 88-89.

autocritique ou se retirer, et des régimes policiers se défaire de fond en comble en quelques jours ? Ni le nazisme, ni le fascisme italien, ni les césarismes latino-américains, ni...les Mai 68 ne nous avaient préparés à cela.

Nul mot n'est innocent, en matière politique moins qu'ailleurs. Celui ce «communisme» risque fort de faire les frais de ses mésaventures et des crimes commis en son nom, quand bien même ils ne seraient que sa tonitruante absence. Car l'inconscient parle partout, y compris dans le manifeste des Reconstructeurs du PCF, ce parti dont on peut considérer que son histoire récente a été le signe avant-coureur des processus d'aujourd'hui. Le texte, intitulé «Pour un projet communiste», débute ainsi : «Le "communisme" tel que nous l'avons rêvé, celui qui a dominé le XX<sup>e</sup> siècle et auquel beaucoup d'entre nous ont consacré leur vie, est en train de mourir...» L'attente de verdicts, que l'histoire peut remanier, doit elle nous dispenser de prendre le risque de la pensée du présent, quand la sollicitent tant de certitudes si bien assemblées ? Le triomphe du libéralisme, que ce soit sous sa forme pure et dure ou sous sa forme atténuée, social-démocrate, en est une, à laquelle il convient en dépit et à cause de sa prégnance idéologique, de demander ses titres de légitimité. Posons alors cette autre question : le libéralisme est-il en mesure de porter remède aux maux que dénonce l'effondrement des régimes de type stalinien, dits «communistes» ? Avançons-en l'hypothèse. Si la mondialisation des rapports marchands, c'est-à-dire l'échange généralisé des biens, des personnes et des informations, parvient à liquider les inégalités, à généraliser la démocratie, à garantir partout le plein exercice des droits de l'homme, à procéder au désarmement et à préserver la planète, il ne serait pas alors concevable que l'ensemble des courants révolutionnaires (subsistants) ne s'y intègrent pas immédiatement, afin de prendre leur part de telles transformations positives.

Or, *rien*, à notre époque, n'autorise à penser qu'il puisse en être ainsi, fût-ce tendanciellement ou de façon programmatique. Les durs pépins de cette réalité résistent aussi, quoi qu'il paraisse.

### Pas de miracles du marché

Le marché, objet de tant de louanges, ne fait pas de miracles. A l'Ouest, sauf mauvaise foi, on sait, de longue expérience, qu'il s'identifie à la maximisation du profit et présuppose l'«appropriation privée des moyens de production et de distribution.» A l'Est, on attend, dans une impatience justifiée, la consommation abondante et diversifiée (mais également les bananes !), la vérité des prix, des monnaies et de l'emploi, dont les plus lucides calculent déjà ce qu'ils coûteront en indépendance économique, en nouvelles normes de productivité, en inflation, en chômage et en crises. L'opposition du marché au plan est largement illusoire. Les sociétés libérales n'ignorent pas plus les plans et le protectionnisme que les sociétés socialistes n'ignorent le marché, sous ses formes internes, «parallèles», aussi bien que sous ses formes externes, des soudures céréalières aux *joint ventures*. L'ouverture au marché, comme on le voit en Chine, est parfaitement compatible avec une bureaucratie autoritaire. Plus généralement, il s'agit de savoir quel rôle accorder à l'économie. L'isoler, au nom d'un matérialisme simplificateur, la réduire à des recettes ou à des techniques, fussent-elles de grande ampleur (les plans) est la tentation la plus forte. Dans le marxisme, cette attitude fut dominante, dès la Seconde Internationale, et devint, avec le stalinisme, la règle absolue du développement. Elle est dès lors associable à n'importe quelle conception du monde et soumet les travailleurs aux impératifs de la production, qui sont arrêtés hors de

leur contrôle. Les décideurs de la planification soviétique ne sont pas, en cela, différents de nos technocrates. Or, pour Marx, le capital lui-même était un rapport social et Lénine voulait que la politique se subordonnât à l'économie. La coupure d'avec le social qui maintient l'aliénation du travail, donc celle des hommes, se redouble dans la coupure entre commandement bureaucratique et passivité des travailleurs. L'Est n'a ici rien à envier à l'Ouest, sinon que dans les pays capitalistes, on ne peut nier l'intégration subtile que favorise le jeu de la démocratie représentative, autrement dit le consensus. Les crises qui imposent l'austérité, les sacrifices et la régression des acquis sociaux se font admettre et vivre, grâce aux verrouillages idéologico-médiatiques, sous les espèces de leur fatalité. Des changements seraient-ils en vue ? La Chine aurait commencé sa réforme par l'économie, l'URSS par la politique, dit-on. Il se peut, mais, dans le second cas, la rencontre entre les dispositions d'en haut et les volontés d'en bas ne semble pas en voie de s'opérer ; dans les deux cas, le vieil économisme n'a pas encore rendu les armes. Les proclamations du genre «victoire de l'autogestion» (Andropov) ou «tout le pouvoir aux soviets» (Gorbatchev) n'y changent rien.

Quant à la démocratie, après avoir été vilipendée des décennies durant par les pays socialistes, comme bourgeoise et formelle, elle fait aujourd'hui l'objet, de leur part, d'une concupiscence effrénée. On passe, de sorte, du rejet sans critique à l'adhésion sans critique. Le refus des droits de l'homme et de l'Etat de droit étaient sans contraste aberrants, ce formel-là pesait son poids de libertés réelles dont on sait combien elles marquèrent à l'Est. Le complet retournement d'attitude est-il pour autant légitime ? La démocratie ne fait pas plus de miracles que le marché avec lequel on la confond à l'envie à l'Est comme à l'Ouest<sup>7</sup>. Le bilan de *notre* ordre existant n'offre, au contraire, guère matière à se réjouir et lourde est l'ardoise des libertés. Quel apologiste de la «démocratie tout court» pourrait sérieusement défendre notre exemplarité ? Nos démocraties occidentales sont malades. Le diagnostic de leurs tares fournit un catalogue, familier aux lecteurs de **M**, que cette fin de siècle rend des plus inquiétants. Le creusement des inégalités de toutes sortes, devant la fortune, l'emploi, l'impôt, la santé, le savoir, entre sexes et entre différences culturelles<sup>8</sup> impose ce constat que les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Les formes de domination se confortent et s'accroissent d'une accumulation de biens, de moyens de produire, d'un mot, de «progrès», sans précédents. Ces découvertes de notre modernité, «la grande pauvreté», la famine et la misère du tiers monde, condamné par une dette proprement impayable, sont les rigoureux pendants des prospérités boursières ou du «gel des terres» en Europe. L'Etat de droit couvre toutes les discriminations et l'exercice d'une justice de classe. Les droits de l'homme, tant célébrés chez nous à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution de 1789, s'accommodent au mieux des «seuils de tolérance» opposés aux migrants et de la marchandisation du sang et des organes chez les plus déshérités. On proclame, à grand bruit, une charte des Droits de l'Enfant, quand 40 000 d'entre eux meurent chaque jour. Le règne du capital spéculatif se double de sa criminalisation, dans la mesure où il n'est plus possible de faire le départ entre argent «propre» (du travail, de la production) et argent «sale» (de la drogue, de la prostitution, des mafias). La nouvelle «trahison des clercs», qui voit les intelligentsias européennes se rallier massivement aux gestions social-démocrates, ferme les yeux sur une exclusion politique qui va s'accroissant, de scrutin

---

<sup>7</sup> Cf. «M. Iakovlev fait un éloge appuyé du marché», *Le Monde*, 24.6.89.

<sup>8</sup> Cf., entre tant d'autres, «Le triomphe des inégalités» (*Le Monde Diplomatique*) et le rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts, *Le Monde*, 23.11.89.

en scrutin. Dans une France, que d'aucuns ne craignent pas de baptiser *la République bananière*<sup>9</sup>, le système qui privilégie l'exécutif et professionnalise l'exercice du pouvoir («la classe politique») est le même qui expulse ses «citoyens passifs» du débat politique<sup>10</sup>, tandis que les idéologies racistes et néo-fascisantes se constituent une base populaire. On peut certes assurer que «les racines des inégalités économiques ont peu à voir avec les structures légales et sociales de notre société, qui demeurent fondamentalement égalitaires et modérément (*sic*) redistributionnistes», ou que l'infériorité noire aux US n'est qu'une séquelle héritée de l'esclavage, sans rapport avec le libéralisme<sup>11</sup>...

### L'exigence démocratique

Considérer, en conséquence, que le libéralisme, même aménagé, c'est-à-dire le marché et notre démocratie, pourrait représenter l'alternative aux régimes bureaucratiques, reste à le démontrer. György Lukacs, au lendemain des bouleversements de 68, qui ont encore à nous apprendre aujourd'hui, n'en croyait rien. Dans son livre inachevé, *Demokratisierung Heute und Morgen*<sup>12</sup>, il se trouvait, avec vingt ans d'avance, au cœur de notre présent. L'antidote du stalinisme, montrait-il, ce n'est nullement la démocratie bourgeoise, mais bien la démocratie socialiste, telle que Marx l'avait pressentie et telle qu'elle a avorté au lendemain de la révolution d'Octobre. Quelle alternative ? La question, quoi qu'il paraisse, est désormais posée, à travers les soulèvements de l'Est. Et elle y est déjà présente, comme une parole encore ténue, marginale et minoritaire, chez ces mineurs soviétiques en grève, qui exigent de jouer un rôle actif dans la *perestroïka* ; chez ces économistes de RDA qui déclarent n'avoir jamais connu le socialisme en 40 ans et se mettre à sa recherche<sup>13</sup> ; chez tel dirigeant du Front de salut national de Roumanie qui oppose son passé de communiste persécuté à un PC réduit au rang de garde prétorienne. Dubcek, Gysi ou Mladenov se donnent-ils Kohl ou Bush comme modèles ? Les habitants de RDA qui expriment leurs craintes devant la perspective de la réunification allemande de voir leur pays transformé en Mezzogiorno<sup>14</sup>, seraient-ils des nostalgiques du totalitarisme ? D'autres facteurs méritent attention. S'il ne fait pas de doute que le «bloc» socialiste a été ébranlé par la mondialisation des rapports marchands, qui en a dénoncé les arriérations et provoqué les prises de conscience critiques ; s'il n'est pas de doute, non plus, quant au dynamisme du monde capitaliste et de sa triple capacité d'extension planétaire, de recomposition au sein même de sa crise et surtout peut-être d'intégration et d'inculcation idéologique, on ne saurait sous-estimer les déterminations internes, dues, en particulier, à l'arrivée de nouvelles générations, dont Gorbatchev est le représentant le plus en vue, et de la maturation de masse des revendications de liberté, de démocratie et de consommation, dont tout conduit à penser qu'elles possèdent un caractère spécifique qui ira en s'affirmant.

L'événement culminant de cette année 89, et de sa valeur emblématique, c'est, de la sorte, la mise à l'ordre du jour, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, de *l'exigence démocratique*. Mais elle ne pourra sérieusement devenir objet de réflexion, de programme et d'action que sous la condition que soient dissipées les

<sup>9</sup> S. Coignard et J.-F. Lacan, Belfond, 1989.

<sup>10</sup> L'expression est de A. Duhamel, cf. également *Questions socialistes*, oct. 89, n° 38.

<sup>11</sup> F.-F. Fukuyama, art. cit.

<sup>12</sup> Budapest, 1985 ; trad. française, Messidor/Éditions sociales, 1989.

<sup>13</sup> Cf. «Les Tabous de la RDA», *Le Monde*, 29.11.1989

<sup>14</sup> Cf. *Le Monde*, 13.12.89.

confusions, naïves ou perverses, qui en recouvrent le concept. La «démocratie tout court», expression creuse ou duperie de conjoncture, ne renvoie à aucune réalité passée ou présente. Elle ne désigne même pas le dénominateur commun des formes historiques dont l'insuffisance, sinon la caducité, est établie. La démocratie bourgeoise, formelle ou représentative, n'a réussi, jusqu'ici, qu'à reconduire les rapports d'exploitation auxquels elle est liée d'origine. La démocratie «populaire» a sacrifié les droits les plus essentiels sans parvenir à réunir les conditions de leur épanouissement prétendu supérieur. L'une et l'autre ont refusé d'accorder à l'activité propre des masses, c'est-à-dire aux producteurs de richesses, la fonction déterminante qui leur revenait, politique, économique, sociale et culturelle. Une nouvelle rationalité politique est devenue nécessaire. Elle a la charge de donner la plénitude de son sens au mot de démocratie et à la chose. Il ne lui revient ni de prononcer les matchs nuls, ni d'opérer les synthèses, par profits et pertes, mais de dégager les possibilités d'une transition désormais inscrite dans ce que chacun s'accorde à reconnaître comme un tournant historique. Une transition que naguère on appelait... communiste et pour laquelle nous manquons peut-être encore du terme approprié. En dépit des discours dominants et des évidences du jour, elle repose sur une double exclusion, celle des dictatures bureaucratiques et du marxisme léninisme, en tant que fausse alternative aux démocraties bourgeoises et au libéralisme, celle des seconds, en tant qu'alternative illusoire aux premiers. On a assez dit que les rois étaient nus, tous. Et il n'est pas question de quelque retour à des pères fondateurs, qui nous ont, au demeurant, laissé plus d'ouvrage qu'ils n'en ont accompli, encore qu'on ne saurait faire grief à Marx, et à quelques autres, de leur avance sur leur temps et sur la conscience qu'ils avaient de soi.

Sans doute est-il d'autres options. On peut se satisfaire de l'ordre existant, surtout si l'on en est bénéficiaire ; on peut s'y résigner, dans la culpabilité ou la désespérance ; on peut œuvrer à ses aménagements, ou donner sa confiance aux entreprises caritatives et aux ONG, qui ne cessent de se multiplier... Parviendra-t-on, se faisant, à conjurer l'urgence : ces dangers, dont nous apprenons quotidiennement qu'ils pourraient être mortels pour l'ensemble de la communauté humaine, du nucléaire à la rupture des équilibres naturels, derrière la frénésie productiviste ? Ne craignons pas de faire un pas de plus : 89 ne devrait pas inspirer le désir de remiser l'idée de révolution dans le magasin des antiquités. J.-M. Domenach déplorait, ces jours derniers, «le reflux mondial de la révolution, douloureux pour les peuples des autres continents, mais redoutable aussi pour des Européens qui "lassés de tout, même de l'espérance" se cantonnent et s'assoupissent dans leur bien-être»<sup>15</sup>. A moins que l'on ne préfère la «fin de l'histoire» ou «l'ère du rien»...

Après tout, la grande leçon de ces inédits, «révolutions tranquilles» et «chute des châteaux de cartes», ne pourrait pas être que, sans violence ou au prix de la moindre, les peuples, partout, sortent de leur sommeil dogmatique et décident de leur destin ? A leur expérience, à leur volonté, à notre commune histoire de trancher, même s'il ne s'agit encore que d'une «idée de la raison», comme disait le vieux Kant.

---

<sup>15</sup> Cf. *Le Monde*, 29.12.89.